



Le Snep-FSU ne veut plus du « blabla » mais des actes et des moyens

En cette rentrée, "il manque des heures d'EPS dans 9,5 % des EPLE", indique le Snep-FSU lors d'une conférence de presse le 19 septembre 2019. Autre problème, selon le syndicat de professeurs d'EPS : "Certains lycées ont dû placer des cours le mercredi après-midi pour faire rentrer tous les cours, et prendre ainsi la place du créneau de l'UNSS". Globalement, Benoit Hubert, le secrétaire général, estime que la "place de l'EPS s'amenuise". "Le ministère met en place plein de dispositifs qui ne changent rien", ajoute-t-il, indiquant "se méfier" des recommandations de la Cour des comptes.

Benoit Hubert et Nathalie François, lors de la conférence de presse du Snep-FSU du 19 septembre 2019 Erwin Canard

"De la com", "du blabla". Voilà comment le Snep-FSU qualifie la politique ministérielle concernant l'EPS et le sport scolaire, lors de sa conférence de presse de rentrée le 19 septembre 2019. Pourtant, selon le seul syndicat représentant uniquement des professeurs d'EPS et des professeurs de sport et largement majoritaire chez ces enseignants ([lire sur AEF info](#)), les raisons d'insister sur l'éducation physique et sportive sont nombreuses. Benoit Hubert, secrétaire général, cite en exemples "l'état de santé des jeunes, leur sédentarité grandissante et la diminution des activités physiques, conjugués à l'attribution des Jeux Olympiques à Paris en 2024 en conséquence de quoi la France veut 3 millions de pratiquants sportifs de plus".

Or, dans le même temps, on assiste, selon le Snep, à une réduction des dépenses publiques. "Comment développer la politique sportive en France dans ce cadre-là ?", interroge Benoit Hubert. D'autant que les différentes réformes de ces dernières années auraient largement "dégradé" l'enseignement de l'EPS.

L'EPS MALMENEÉ SELON LE SNEP

D'abord, la refonte des programmes en collège et lycée. "Ils ne disent plus ce que les élèves doivent apprendre à l'école ni ce qu'ils



doivent savoir faire en fin de scolarité", regrette Benoit Hubert, rejoint par Christian Couturier, secrétaire national du Snep : "Avant, nous avions un référentiel qui donnait une idée précise de ce qui constituait un élève physiquement éduqué. Or, on a enlevé les repères pour instaurer des généralités par groupe d'activités. On met ensemble par exemple la danse, le cirque et la gymnastique sportive, ou bien le tennis de table et le rugby. Comment fixer des objectifs précis et communs à ces sports ? Et cette liberté laissée va créer des inégalités dans les activités et l'évaluation."

S'ajoute à cela une liste de mesures nuisant, selon le Snep, à l'EPS : la disparition des épreuves d'EPS au DNB, la diminution du volume horaire d'EPS en lycée professionnel, la suppression des enseignements d'exploration et de complément d'EPS au lycée et le "refus catégorique du ministère d'un enseignement de spécialité d'EPS au lycée", selon Benoit Hubert.

La mise en œuvre de la réforme du lycée inquiète d'ailleurs le syndicat au niveau du sport scolaire : "Certains établissements ont dû placer des cours le mercredi après-midi pour faire rentrer tous les cours, et prendre ainsi la place du créneau de l'UNSS", souligne Benoit Hubert. Dans le premier degré, l'EPS est souvent "incassable" dans les emplois du temps, selon Benoit Hubert, les professeurs des écoles recevant des "injonctions à se recentrer sur les fondamentaux".

"LA PLACE DE L'EPS S'AMENUISE"

En outre, la rentrée s'est faite dans des conditions difficiles en EPS, selon le Snep. Selon une enquête du syndicat, il manque des heures d'EPS dans 9,5 % des EPLE, soit 1 379 heures hebdomadaires. "C'est le résultat de la hausse des effectifs d'élèves dans le second degré conjuguée à la baisse du nombre d'enseignants d'EPS recrutés ces dernières années", selon le secrétaire national Alain De Carlo, notamment une baisse de 21 % en 2018. Aussi y a-t-il, à cette rentrée, selon le Snep, 70 postes d'EPS en moins dans les établissements et 60 postes de remplaçants en moins, alors même que les candidats au Capest sont nombreux : 5 222 pour 650 postes en 2019. Dans le même temps, le nombre de contractuels explose en EPS : 695 en 2017-2018, 1 357 en 2018-2019.



"Finalement, tout cela amenuise la place de l'EPS, alors même qu'on affiche qu'il faut plus de sport à l'école", conclut Benoit Hubert.

LE SNEP "SE MEFIE" DU RAPPORT DE LA COUR DES COMPTES

Car les réponses apportées par le ministère pour améliorer la pratique physique et sportive au sein des établissements scolaires ne satisfont pas le Snep, loin s'en faut. "Ce sont plein de dispositifs qui ne changent rien", résumé Benoit Hubert. Le label "Génération 2024" ([lire sur AEF info](#)) ? "C'est surtout de l'affichage, et très peu d'établissements sont concernés", juge le Snep. L'expérimentation "Cours le matin, sport l'après-midi" ([lire sur AEF info](#)) ? "De la communication, il n'y a qu'une trentaine de collèges et une centaine d'écoles qui participent. Et les équipements ne permettent pas de faire sport à tous en même temps", estime le syndicat.

Et le Snep de se "méfier" des recommandations proposées par la Cour des comptes dans son récent rapport sur le sport scolaire ([lire sur AEF info](#)), même si, comme le syndicat le fait remarquer, Jean-Michel Blanquer ne s'est pas affiché en total accord avec ce rapport. "Cela fait quelque temps que certains ont la tentation de remplacer l'EPS, obligatoire et enseignée par des professeurs formés, par des activités non-scolaires et donc non-obligatoires, dont seraient exclues, comme toujours dans ce cas, les populations les plus défavorisées", alerte Christian Couturier.

Le Snep-FSU émet alors plusieurs revendications pour renforcer la fonction de l'EPS qui est, selon Benoit Hubert, de "transmettre une culture sportive, artistique et physique" :

- un plan de recrutement de 1 500 postes par an pendant 5 ans,
- le renforcement de l'horaire obligatoire d'EPS,
- une rénovation des contenus d'enseignement,
- un plan de constructions d'équipements sportifs adaptés.

LE SNEP ALERTE SUR LA REFORME DE LA FORMATION DES ENSEIGNANTS



Alors qu'une concertation est en cours pour définir les épreuves du futur concours enseignant ([lire sur AEF info](#)), le Snep-FSU craint la disparition de l'épreuve physique du concours. "La nouvelle épreuve de type 'entretien' prendra la place d'une autre, et nous ne souhaitons pas que ce soit celle de l'épreuve physique. On ne peut imaginer qu'un enseignant d'EPS soit recruté sans avoir été évalué sur ce plan-là", souligne Christian Couturier. Concernant le premier degré, le Snep souhaite également conserver une épreuve d'EPS au CRPE.